

Intervention 19 avril 2018

Le président de la République aurait-il peur de la démocratie ? Il ne consulte personne quel que soit le sujet.

La CGT condamne les frappes militaires exécutées contre la Syrie par la France, les USA et la Grande-Bretagne. Personne ne peut soutenir le dictateur de Damas mais ici comme en Irak, en Libye, en Afghanistan, ajouter des bombes aux bombes n'a jamais permis la paix et la sécurité. La CGT réclame la mise en œuvre de solutions politiques et diplomatiques basées sur le respect du droit international et la protection des populations civiles. Le combat de la CGT pour la Paix est à l'opposé des politiques menées par le gouvernement à l'image du projet de loi « Asile, Immigration » actuellement en discussion qui, s'il était adopté, serait dramatique pour les réfugiés et les migrants. Le projet du gouvernement est marqué par la suspicion vis-à-vis des migrants, la pénalisation. Il est attentatoire aux libertés fondamentales. Le gouvernement, comme sur d'autres sujets d'actualité, fait le choix de renforcer la vulnérabilité des individus.

C'est dans ce contexte que la CGT a condamné, avec la plus grande fermeté, les intimidations, les violences physiques que les étudiants et les personnels mobilisés ont eues à subir sur différents campus alors qu'ils défendent légitimement leurs idées, leurs revendications, leur avenir. Les violences policières, la répression de la contestation, la contrainte physique, n'ont pas leur place dans l'enceinte universitaire. Pour rappel les étudiants se mobilisent contre la loi de l'enseignement supérieur et plus globalement contre les réformes du BAC, et de l'utilisation de PARCOURSUP. La loi Vidal encourage la sélection à l'université, et remet en cause

l'accès à l'enseignement supérieur pour tous. Dans notre département, la motion de soutien des syndicats du port autonome aux étudiants est porteuse de nos valeurs communes, et affirme au sujet des violences faites aux étudiants, vouloir : "Participer par la présence des travailleurs portuaires en grève aux cotés des étudiants, aux occupations des facultés si de tels agissements devaient se produire dans le département des Bouches du Rhône."

Et toujours dans ce moment, devant la conférence des évêques de France, le Président de la République qui déroge singulièrement à son devoir de réserve en demandant aux « catholiques » de s'engager politiquement dans une volonté de réparer un « lien abîmé entre l'église et l'état » !!! Il remet en cause la loi de 1905 de la séparation de l'église et de l'état ! pierre angulaire de la laïcité française !!!

Medef et Gouvernement veulent transformer durablement et profondément notre société. Ils attaquent tous azimuts ce qui a façonné et façonne encore notre modèle social fondé sur la solidarité, une protection sociale de haut niveau, des services publics gages de cohésion et d'égalité, de grandes entreprises industrielles nationales, le droit du travail des salariés.

Pendant que les salariés du privé subissent de plein fouet les conséquences des ordonnances travail, le gouvernement s'attaque aux services publics. A Renault Arles, la Direction continue, droit dans ses bottes à utiliser la répression syndicale.

Le projet de réforme de la SNCF cristallise les enjeux idéologiques et sociétaux autour de la conception même d'un service public et par-delà le choix de société dans laquelle nous voulons vivre. La France, au travers des politiques d'austérité menées par les différents gouvernements ces dernières années, n'a eu de cesse de remettre en cause les missions de service public et le statut des entreprises publiques.

Après la privatisation d'Air France, de France Télécom, d'EDF et GDF, c'est la SNCF qui est aujourd'hui dans le collimateur du président des riches.

Face aux grands enjeux d'avenir, la situation de la SNCF appelle légitimement à renforcer le service public ferroviaire et non à le livrer en pâture aux marchés financiers.

La bataille du rail que les cheminots, avec les usagers, mènent, n'est pas une bataille des « privilégiés de cheminots ». C'est, au contraire, une bataille de l'intérêt général, pour le service public ferroviaire, pour permettre aux usagers de circuler dans des conditions de sécurité optimales et d'être accueillis dans nos trains et dans nos gares, pour la remise en état des voies et ne pas fermer 9 000 km de lignes, pour que le fret soit enfin mis au service de l'écologie et non des intérêts financiers, une bataille clairement pour le bien commun, le bien de la nation.

Nous avons d'ailleurs, hier, pour une initiative de convergence, avec les cheminots en grève, avec les postiers en grève, posé les voies du service public devant la permanence de la députée de la république en marche. Cette œuvre symbolique nous permet d'affirmer que le service public est un bien précieux, qu'il faut un statut et des moyens pour le faire vivre.

L'attaque brutale contre les uns ne sert qu'à préparer et favoriser celle contre les autres pour qu'au fil des contre-réformes et des privatisations, la France tourne le dos à son histoire sociale.

C'est un combat culturel autant que social celui des services publics le pilier de notre civilisation sociale, notre bien commun. Nous sommes tous concernés par ce mouvement social, celui de la poste, des cheminots, des hospitaliers, des enseignants et étudiants, parce que nous sommes tous des usagers. Sans oublier les avocats en grève, pour une justice au service de l'intérêt général, de proximité, égalitaire, protectrice des plus fragiles !

Nous ne pouvons gagner cette bataille qu'ensemble, le plus largement possible, tous secteurs confondus au nom de l'intérêt général. Parce que Les services publics

viennent répondre aux besoins d'intérêt général. Les services publics doivent rester accessibles à tous et sur tout le territoire, et permettre à tous de vivre dignement, sans exclusion. Les services publics restent la seule richesse de ceux qui n'ont plus rien.

Pas de liste exhaustive des mauvais coups projetés, chacune, chacun ici les connaît, nous mesurons leur cohérence et la volonté du gouvernement de poursuivre, amplifier et accélérer ce qui est à l'œuvre depuis des années, la mise à bas des conquits sociaux et des acquis du Conseil National de la Résistance.

C'est dans ce moment et ce contexte que les mobilisations se construisent et donnent confiance. C'est la condition pour offrir une autre perspective au monde du travail et aux populations...

On sent tous un niveau de mécontentement, un niveau de colère fort chez les travailleurs et dans toute la population. Les étudiants, les retraités, les chômeurs, il n'y a pas grand monde qui n'a pas une ou plusieurs raisons d'être mécontents des politiques du gouvernement. Il faut travailler tous ensemble à agglomérer ces colères.

Sur le fond, on est confronté à la même logique partout et pour tous : la recherche d'un seul intérêt, celui des plus riches. Quand on supprime l'ISF et qu'on tape sur les retraités, la situation est assez claire. On a besoin de travailler à la convergence, à la mise en cohérence de toutes les colères et des luttes. Ces luttes se multiplient partout dans le pays et dans notre localité, touchent tous les secteurs, traversent les entreprises — publiques comme privées. Tous les éléments semblent être réunis pour contraindre gouvernement et patronat à répondre aux attentes légitimes des salariés et des retraités. Pour ce faire, il est certes nécessaire d'amplifier le mouvement dans les entreprises mais il faut également, créer les conditions de leur convergence. Nous vous proposons d'ores et déjà de nous retrouver pour un 1^{er} mai unitaire à 10h30 à Arles place de la république. Nous vous invitons à rester mobilisé

pour des actions convergentes avec les cheminots, les postiers et tous ceux et celles qui seront en grève dans les jours qui viennent.

Pour le progrès social et humain dans le rassemblement et l'unité la plus large.
Poursuivons, généralisons et mobilisons-nous.